

## **LE CHANGEMENT DE POLITIQUE ETRANGERE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES : CAS DES RELATIONS SINO-BURKINABE.**

Kouléga Julien NATIELSE,

Docteur en science politique, enseignant-chercheur à l'Université Thomas SANKARA

Directeur adjoint de l'Institut de formation ouverte et à distance (IFOAD/UO2)

Chercheur associé au Laboratoire les Afriques dans le Monde (LAM) de l'Institut d'études politiques (IEP) et de l'Université Bordeaux IV Montesquieu

Membre du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) au Burkina Faso

E-mail : [jnatielse@hotmail.com](mailto:jnatielse@hotmail.com)

**Résumé** : Cet article s'intéresse à la problématique du changement dans la politique étrangère d'un Etat. Il se fonde sur l'exemple burkinabè marqué par une nouvelle rupture de relations diplomatiques avec Taïwan. Ce constat nous invite à élucider ce paradoxe en matière de politique étrangère. Autrement dit, quels sont les déterminants de la politique étrangère du Burkina Faso à l'égard de la Chine ? S'il est évident que la politique étrangère concourt à la préservation de l'intérêt national, il est pertinent de comprendre et de tenter de donner une explication à cette fluctuation des relations sino-burkinabè. Cette contribution à l'analyse de la politique étrangère dans les relations internationales à travers les rapports sino-burkinabè est le fruit d'une analyse de données collectées par la recherche documentaire et d'entretiens avec certains agents du ministère des affaires étrangères et des Burkinabè de l'extérieur. La méthodologie a fait recours à des variables explicatives du changement dans la politique extérieure, notamment des variables dépendantes et indépendantes. Il ressort que l'histoire des relations diplomatiques entre le Burkina Faso et la Chine remonte à la période des indépendances africaines. Cependant, ces relations sont rompues très rapidement. A l'analyse le rapprochement de Ouagadougou vers Pékin constitue une mesure pour sortir le pays de son isolement au regard notamment des changements géopolitique et économique dans le monde et la sous-région africaine. En effet, la Chine continentale a établi un véritable réseau de relations diplomatiques caractérisées par des apports économiques aux Etats africains considérés comme des alliés. Le changement de politique étrangère du Burkina Faso à l'égard de la Chine relève du réalisme aussi bien économique que sécuritaire.

**Mots-clés** : changement ; relations internationales ; rupture ; politique étrangère ; déterminants ; coopération ; variables ; puissance ; intérêt national ; stratégie.

## Introduction

Le 24 mai 2018, un journal titrait sur sa page Internet « *Le Burkina Faso a annoncé jeudi la rupture de ses relations avec Taïwan. Un changement majeur pour la diplomatie burkinabè, qui entretenait une coopération privilégiée avec Taipei depuis 1994, au détriment de ses relations avec la République populaire de Chine* »<sup>1</sup>. Comme conséquence de cette annonce surprise diplomatique, le 26 mai 2018 ??, le même journal affichait en titre : « *Politique : La Chine noue des relations diplomatiques avec le Burkina Faso qui a rompu avec Taïwan* »<sup>2</sup>. En clair, « *La Chine et le Burkina Faso ont établi samedi des relations diplomatiques, trois jours après la rupture entre le pays ouest-africain et Taïwan, marquant une nouvelle victoire dans la campagne menée par Pékin pour isoler l'île rebelle* »<sup>3</sup>. Cette rupture de relations diplomatiques avec Taïwan constitue un véritable revirement diplomatique inattendu de l'opinion publique nationale. Aucun signe ne présage que le nouveau régime du MPP<sup>4</sup> va opter pour le retour vers la République populaire de Chine (RPC). Aucune trace de ce changement de cap n'est également contenue dans le programme quinquennal du candidat Roch Marc Christian Kaboré au moment de briguer les suffrages des Burkinabè en 2015 à la faveur de l'élection présidentielle du 29 novembre 2015. C'est au contraire son challenger principal Zéphirin Diabré<sup>5</sup> qui se présente comme l'ami de Pékin, et qui prend l'engagement de rompre avec Taiwan s'il est élu président du Faso. Il est notamment inscrit dans le programme du candidat que le Burkina Faso est tributaire de la coopération internationale pour son développement. Et l'objectif du candidat est « *d'œuvrer à l'émergence d'une diplomatie d'ouverture au service d'une politique étrangère cohérente, dynamique à même d'assurer au Burkina Faso la considération et la confiance de ses partenaires. Il s'agira de mener une politique étrangère ouverte au service du développement de notre pays, fondée sur la solidarité et résolument engagée dans la recherche de la paix et de la sécurité internationales* »<sup>6</sup>. A la lecture de ces lignes, une continuité des tendances diplomatiques comme principe directeur de conduite dans les relations internationales des nouvelles autorités ne constitue pas une surprise. Pourtant, le Burkina Faso vient d'opérer un changement dans ses relations avec l'île de Taïwan. Cette nouvelle donne diplomatique nous invite à élucider ce paradoxe en matière de politique étrangère. Autrement dit, quels sont les déterminants de la politique étrangère du Burkina Faso à l'égard de la Chine au regard de ce « va-et-vient » dans ses relations diplomatiques ?

Le présent article analyse le changement de politique étrangère dans les relations internationales à travers le cas des relations sino-burkinabè. L'analyse de cette question nous plonge dans les concepts clés des relations internationales, de la politique étrangère et du processus de changement. Les relations internationales<sup>7</sup> constituent une branche

---

<sup>1</sup> <https://www.jeuneafrique.com/562010/politique/le-burkina-faso-annonce-la-rupture-de-ses-relations-diplomatiques-avec-taiwan/>

<sup>2</sup> <https://www.jeuneafrique.com/562786/politique/la-chine-noue-des-relations-diplomatiques-avec-le-burkina-faso-qui-a-rompu-avec-taiwan/>

<sup>3</sup> Ibid ;

<sup>4</sup> Mouvement du Peuple pour le Progrès, parti au pouvoir depuis la chute de Blaise Compaoré et la mise en place d'un régime de transition ;

<sup>5</sup> M. Zéphirin Diabré est le président d'honneur du forum d'amitié Sino Burkinabè (Fasib) ;

<sup>6</sup> Roch Marc Christian Kaboré, « *Ensemble, le progrès est possible : Bâtir avec le peuple un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice* », Programme quinquennal, 2015, p.26 ;

<sup>7</sup> ÉTHIER, Diane. Chapitre 3. La politique étrangère des États In : Introduction aux relations internationales [en ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2010 (généré le 14 novembre

fondamentale des sciences politiques qui donne lieu à une production doctrinale très riche et diversifiée<sup>8</sup>. Marcel Merle définit les relations internationales comme étant les rapports sociaux de toute nature qui traversent les frontières, échappant à l'emprise d'un pouvoir étatique unique ou auxquels participent les acteurs qui se rattachent à des sociétés étatiques différentes<sup>9</sup>. Pour lui, les relations internationales constituent un champ de coopération et de confrontation entre les Etats à l'échelle internationale. Pour Dario Battistella, les relations internationales s'appréhendent de nos jours comme « *l'ensemble des relations qui se déroulent au-delà de l'espace contrôlé par les Etats pris individuellement, quel que soit l'acteur – étatique ou non – concerné par ces relations, et quelle que soit la nature – politique ou autre – de ces relations* »<sup>10</sup>. La politique étrangère est considérée comme l'une des dimensions privilégiées de l'étude des relations internationales.

Ainsi, Marcel Merle, pionnier de l'école française de la sociologie des relations internationales, distingue la politique étrangère des autres politiques publiques par son domaine particulier. Pour Merle, la politique étrangère est « *la partie de l'activité étatique qui est tournée vers le dehors, c'est-à-dire qui traite, par opposition à la politique intérieure, des problèmes qui se posent au-delà de la frontière* »<sup>11</sup>. Il convient généralement d'appréhender la politique étrangère comme étant l'activité de l'Etat tournée vers l'extérieur. C'est à travers cette politique que l'Etat agit et interagit avec d'autres Etats sur la scène internationale. Elle permet notamment de comprendre les motivations profondes ou les objectifs recherchés par les acteurs étatiques. Autrement dit, la politique étrangère<sup>12</sup> s'appréhende de façon générale comme « *l'instrument par lequel un État tente de façonner son environnement politique international* »<sup>13</sup>. C'est le mécanisme qui permet à tout Etat sur la scène internationale de préserver ses situations favorables ou de jouer sur celles qui lui semblent défavorables dans ses relations avec les Etats du monde<sup>14</sup>. En clair, « *on peut conclure que la politique étrangère est l'ensemble des principes, orientations, programmes, ententes, institutions et actions qui caractérisent les relations d'un État avec les autres États* »<sup>15</sup>. Dario Battistella ajoute cependant que le concept de politique étrangère fait l'objet de divergences idéologiques entre les différents courants des relations internationales. Pour les réalistes, la politique étrangère est

---

2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pum/6407>>. ISBN : 9782821898103. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pum.6407>;

<sup>8</sup> Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984 (2e éd.) ; Bertrand Badie, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992 ; Bertrand Badie, *Le Temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014 ; Bertrand Badie, Smouts Marie-Claude, *Le Retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Dalloz, 1995 (2e éd.) ; Thierry Balzacq, Frédéric Ramel, *Traité de relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 ; Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 (5e éd.) ; Guillaume Devin, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, « Repères », 2013 (3e éd.) ; Diane Éthier, *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 2003 ; Pierre Hassner (dir.), *Les Relations internationales*, Paris, La Documentation française, 2012 (2e éd.) ; Marcel Merle, *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 1982 (3e éd.).

<sup>9</sup> Marcel MERLE, *La vie internationale*, Paris, PUF, 1977, P.30 ;

<sup>10</sup> Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Collection « Références Monde et Sociétés », 4<sup>ème</sup> édition, 2012, P.27 ;

<sup>11</sup> Marcel Merle, 1984, *La politique étrangère*, Paris, Economica, p.7 ;

<sup>12</sup> Frédéric Charillon (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002 ;

<sup>13</sup> Battistella Dario, « Chapitre 10. La politique étrangère », dans : *Théories des relations internationales*. sous la direction de Battistella Dario. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2012, p. 373-411. URL : <https://www.cairn-int.info/theories-des-relations-internationales--9782724612592-page-373.htm>;

<sup>14</sup> Ibid ;

<sup>15</sup> Ibid ;

circonscrite aux relations diplomatiques et stratégiques et vise essentiellement à préserver ou à maximiser la puissance militaire et politique de l'État national. Pour les néoréalistes, la politique étrangère concerne également la puissance économique et technologique des États. Pour les autres théories classiques des relations internationales, elle couvre l'ensemble des relations extérieures d'un État et vise à défendre, non pas l'intérêt national, mais les intérêts particuliers de certains acteurs de la société : les citoyens, selon les libéraux ; la classe qui contrôle les moyens de production et le pouvoir politique, selon les marxistes ; les diverses factions des élites économiques qui se partagent le pouvoir politique, selon les néomarxistes ; les groupes d'intérêt de la société civile, selon les néolibéraux. Quant aux théories critiques des relations internationales, elles soutiennent que la politique étrangère des États n'est pas déterminée par leurs intérêts matériels objectifs, mais par les valeurs idéologiques et culturelles des gouvernements et des divers groupes sociaux<sup>16</sup>. Si la politique étrangère constitue l'ensemble des « *actions ou les règles gouvernant les actions d'une autorité politique indépendante déployée dans l'environnement international* »<sup>17</sup>, elle connaît néanmoins des situations conjoncturelles, c'est-à-dire des changements.

Le concept de changement dans l'analyse de la politique étrangère a fait l'objet de définitions qui méritent notre attention. Le changement constitue une réalité dans l'évolution et la compréhension des relations extérieures des États. Le changement est appréhendé comme une forme de réorientation, une restructuration, une modification de la politique extérieure d'un État, à l'égard d'un ou de plusieurs États<sup>18</sup>.

À l'issue de ces clarifications conceptuelles, il est intéressant de comprendre pourquoi, à un moment donné de son évolution sociopolitique, un État décide-t-il de changer sa politique extérieure vis-à-vis d'un autre État. En effet, la tentative de perception de la politique étrangère burkinabè en direction de la Chine suscite des interrogations. C'est l'un des pays de la sous-région ouest africaine à avoir reconnu par deux fois la République populaire de Chine et Taïwan. S'il est évident que la politique étrangère concourt à la préservation de l'intérêt national, il est pertinent de comprendre et de tenter de donner une explication à cette fluctuation des relations sino-burkinabè.

Convenons avec Xavier Aurégan que « *l'histoire de cette relation singulière, compliquée par les revirements politico-diplomatiques de Ouagadougou, demande des éclaircissements* »<sup>19</sup>. Cette valse diplomatique de Ouagadougou constitue une fenêtre d'opportunité pour la compréhension des virages diplomatiques entrepris par plusieurs États africains à l'égard des deux Chines. C'est pourquoi, dans le cas soumis à notre étude, il est intéressant de s'interroger sur les déterminants de la relation sino-burkinabè. Comment comprendre et expliquer ce jeu des deux Chines par les autorités burkinabè ? Quels sont les facteurs explicatifs du changement récurrent de cap diplomatique entre le Burkina Faso et les deux Chines ?

---

<sup>16</sup> Ibid ;

<sup>17</sup> Jean-Frédéric Morin, *La politique étrangère : Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, Collection U, Sciences politiques, 2013, p.13 ;

<sup>18</sup>

[https://www.researchgate.net/publication/292608429\\_Analyse\\_de\\_changement\\_de\\_politique\\_etrangere\\_cas\\_de\\_la\\_politique\\_africaine\\_du\\_Bresil\\_sous\\_la\\_presidence\\_Lula](https://www.researchgate.net/publication/292608429_Analyse_de_changement_de_politique_etrangere_cas_de_la_politique_africaine_du_Bresil_sous_la_presidence_Lula);

<sup>19</sup> Xavier Aurégan, « Le Burkina Faso et les « deux Chines » », *Outre-Terre*, 2011/4 n° 30, p. 381. DOI : 10.3917/oute.030.0381 ;

Dans l'analyse de la politique étrangère d'un Etat, Kjal Holsti distingue les facteurs externes, internes, historiques et culturels. Il s'agit de mettre en exergue les réflexions sur le changement de politique étrangère à travers les différentes théories des relations internationales. De son côté, Kjell Goldmann identifie trois facteurs explicatifs du changement de politique extérieure, à savoir « *le changement de l'environnement international poussant un Etat à s'adapter ; les résultats négatifs de la politique extérieure précédente dont ont appris les dirigeants ; des facteurs résiduels qui ne sont relatifs ni à l'adaptation, ni à l'apprentissage* »<sup>20</sup>. D'autres auteurs ont essayé d'établir le lien entre changement de régime et restructuration de la politique étrangère. Pour Hagan notamment « *un changement de leadership du régime (leader, factions ou coalition au pouvoir, échange régulier du pouvoir entre groupes et partis, révolution politique portant au pouvoir un groupe ou un parti antisystème) est susceptible de mener à une restructuration de la politique étrangère d'un Etat...* »<sup>21</sup>. Dans le cas du Burkina Faso, ces facteurs ne sont pas à exclure dans la mesure où le changement de la relation diplomatique chinoise intervient avec l'avènement d'un nouveau régime au pouvoir. Aussi, si les intérêts économiques peuvent paraître primordiaux dans la valse diplomatique dans les relations avec les deux Chines, ils ne sont plus les seuls. En clair, il convient d'appréhender la dynamique de la politique étrangère de manière cyclique marquée par des mouvements de continuité ou de rupture, signes des interactions entre l'Etat, la société et l'environnement international.

L'analyse des relations internationales nous fait constater une absence de consensus dans la démarche méthodologique. Il n'existe pas une théorie générale de la politique étrangère admise dans les recherches sur les facteurs explicatifs des relations internationales interétatiques. Sur la base des ouvrages publiés depuis les années 50, l'étude de la politique étrangère a suivi deux orientations majeures. La première comporte des études diachroniques et synchroniques. Les deuxièmes études ont pour objet d'examiner « *tout ce qui est à l'amont de la prise de décision, de celle-ci elle-même et de son résultat dans le contexte international présenté sous forme de conduite extérieure* »<sup>22</sup>.

Dans l'étude des relations internationales, le réalisme a constitué pendant longtemps le principal cadre d'analyse de la politique étrangère. L'analyse réaliste de la politique étrangère repose sur la notion d'intérêt national comprenant les questions de sécurité et de puissance (les Etats sont des acteurs rationnels qui cherchent avant tout la préservation de leur indépendance, de la souveraineté nationale, la sécurité, le bien-être économique, etc.)<sup>23</sup>. Le réalisme axe son analyse sur l'unicité de l'acteur étatique et la rationalité des décideurs. Pour les réalistes, le principal acteur de la politique étrangère d'un Etat, est le « prince », le Chef de l'Etat. De surcroît, il est un acteur rationnel qui a une connaissance exacte de son environnement, de ses objectifs à atteindre et prend les décisions susceptibles de maximiser ses avantages ou réduire les effets négatifs de la scène

---

20

[https://www.researchgate.net/publication/292608429\\_Analyse\\_de\\_changement\\_de\\_politique\\_etrangere\\_cas\\_de\\_la\\_politique\\_africaine\\_du\\_Bresil\\_sous\\_la\\_presidence\\_Lula](https://www.researchgate.net/publication/292608429_Analyse_de_changement_de_politique_etrangere_cas_de_la_politique_africaine_du_Bresil_sous_la_presidence_Lula);

<sup>21</sup> Ibid.;

<sup>22</sup> Donneur, A. & Beylerian, O. (1984). La politique étrangère : État des travaux scientifiques. *Études internationales*, 15 (4), 815–845. <https://doi.org/10.7202/701749ar>;

<sup>23</sup>

[https://www.researchgate.net/publication/292608429\\_Analyse\\_de\\_changement\\_de\\_politique\\_etrangere\\_cas\\_de\\_la\\_politique\\_africaine\\_du\\_Bresil\\_sous\\_la\\_presidence\\_Lula](https://www.researchgate.net/publication/292608429_Analyse_de_changement_de_politique_etrangere_cas_de_la_politique_africaine_du_Bresil_sous_la_presidence_Lula);

internationale<sup>24</sup>. Cette perspective n'a pas manqué de susciter des critiques notamment de la part des behaviouristes qui font appel à d'autres facteurs (psychologiques, sociologiques et organisationnels) dans l'explication de la politique étrangère d'un Etat. Loin de faire l'unanimité dans l'analyse de la politique étrangère, les études récentes semblent se focaliser sur les « *middle range theories* » qui s'intéressent à un aspect singulier de la politique étrangère d'un Etat. C'est l'intérêt de ce travail qui se focalise sur le changement de politique étrangère dans les relations sino-burkinabè même s'il semble exister une inquiétude conceptuelle concernant la situation de la politique étrangère dans le champ de la discipline. Autrement dit, « *quel rôle lui reconnaître entre les pratiques diplomatiques formalisées dites « classiques », au service de considérations géopolitiques et sécuritaires strictes, et les interventions multiples d'acteurs publics ou privés prétendant agir en faveur de l'intérêt général ?* »<sup>25</sup>. Cette interpellation appelle un éclaircissement sur les variables de la politique étrangère burkinabè.

Cette contribution à l'analyse de la politique étrangère dans les relations internationales à travers les rapports sino-burkinabè est le fruit d'une analyse de données collectées par la recherche documentaire et d'entretiens avec certains agents du ministère des affaires étrangères et des Burkinabè de l'extérieur. Nous envisageons suivant une approche historique de mettre en lumière les moments de coopération et de rupture dans la politique étrangère burkinabè avec la Chine en vue de mieux appréhender les spécificités de cette relation. Cette analyse passe par le recours à des variables explicatives du changement dans la politique extérieure des autorités burkinabè à l'égard des deux Chines, notamment des variables dépendantes et indépendantes. Les variables dépendantes identifiées par Stein<sup>26</sup> sont la décision, la politique et le comportement. Les variables indépendantes concernent selon lui celles stratégiques, bureaucratiques, économiques et stylistiques<sup>27</sup>. L'usage de ces variables permet à Stein d'aborder l'analyse de la politique étrangère suivant l'approche par l'environnement et l'approche psychologique. Le changement de la politique extérieure du Burkina Faso face aux deux Chines, depuis son accession à l'indépendance va s'inspirer de ces approches et variables qui ne sont exclusives.

C'est pourquoi, avant de mettre en lumière l'analyse des déterminants de la rupture avec la Chine Taïwan (**II**), il apparaît pertinent de revisiter l'évolution historique des relations sino-burkinabè de Pékin à Taïwan : du rapprochement idéologique à la rationalité économique (**I**). Enfin, il convient d'examiner le contexte actuel de la fulgurante percée politico-diplomatique et économique de la République populaire de Chine qui peut expliquer le rapprochement entre le Burkina Faso et la République Populaire de Chine (**III**).

---

<sup>24</sup> Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Collection « Références Monde et Sociétés », 4<sup>ème</sup> édition, 2012, p. 376-377 ;

<sup>25</sup> Claude Roosens, Valérie Rosoux et Tanguy De Wilde D'Estamael (dir.), *La politique étrangère. Le modèle classique à l'épreuve*, Berne, Peter Lang, 2004, p. 79-106 ;

<sup>26</sup> Janice Stein, « L'analyse de la politique étrangère : à la recherche de groupes de variables dépendantes et indépendantes », *Études internationales*, vol. 2, n° 3, 1971, p. 371-394. <https://doi.org/10.7202/700120ar>;

<sup>27</sup> Ibid.;

## I. De Pékin à Taïwan : du rapprochement idéologique à la rationalité économique

L'histoire des relations diplomatiques entre le Burkina Faso et la Chine remonte à la période des indépendances africaines où les nouvelles autorités voltaïques ont en charge de diriger ou repenser les relations extérieures de l'Etat. Cette politique étrangère déjà à cette époque a un double objectif : faire exister sur la scène internationale un petit pays enclavé tout en contribuant à y encourager la formation d'un Etat-nation<sup>28</sup>. Les autorités étatiques entreprennent alors l'établissement de liens diplomatiques (A) notamment avec la République populaire de Chine. Cependant, ces relations sont rompues très rapidement (B).

### A. L'établissement des liens diplomatiques

L'orientation de la politique diplomatique burkinabè entreprise par le premier président a été très tôt qualifiée de diplomatie à géométrie variable, voire erratique dans la mesure où elle oscille entre des gestes forts de souveraineté<sup>29</sup> et le réalisme qui la conduit à limiter ses prétentions. Le principal vœu du président Maurice Yaméogo dès le début de l'existence institutionnelle de son territoire est de « *bâtir une diplomatie active et ambitieuse* »<sup>30</sup>. Les premiers pas de l'Etat dans la vie internationale commencent avec l'établissement de relations avec certains Etats de la sous-région ouest africaine à la veille même de la proclamation de l'indépendance. L'occasion est ratée de constituer avec le Sénégal et le Mali la Fédération du Mali en 1959<sup>31</sup> avant de créer quelques années plus tard le Conseil de l'Entente avec les autres voisins francophones<sup>32</sup>.

Au Burkina Faso, Maurice Yaméogo a toutefois entretenu des relations informelles avec la République de Chine populaire (RPC) avant l'officialisation des relations bilatérales. L'établissement des liens diplomatiques avec la République de Chine populaire reste tardif dans l'évolution du pays. En effet, c'est du 15 septembre 1973 au 4 février 1994 que le Burkina Faso a entretenu ses premières relations politiques et diplomatiques avec la Chine populaire. Ce rapprochement diplomatique intervient pratiquement après une « idylle diplomatique » entre le Burkina Faso et Taïwan longue de douze années. Le pays a-t-il une autre option à l'époque que d'aller vers la Chine populaire en pleine croissance internationale ? En effet, cette reconnaissance intervient deux années après l'admission de la Chine continentale au Conseil de sécurité de l'ONU. Or, le Burkina Faso s'est opposé au vote de la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 octobre 1971 décidant le rétablissement la République de Chine populaire dans ses droits légitimes à participer au concert des grandes nations de cette planète. En même temps, plusieurs Etats africains n'ont pas voté en faveur de l'admission de la République de Chine populaire au Conseil de sécurité des Nations Unies. Ces Etats, paradoxalement sont

---

<sup>28</sup> [https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/03/42- Article\\_Beucher.pdf](https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/03/42- Article_Beucher.pdf);

<sup>29</sup> C'est l'épisode de la demande faite par Maurice Yaméogo du retrait des troupes de la France des territoires voltaïques qui a failli entraîner la rupture des liens diplomatiques avec la métropole. Cette demande a eu un écho favorable vu que le pays n'a plus jamais accepté de bases militaires de la France contrairement à d'autres Etats africains ;

<sup>30</sup> [https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/03/42- Article\\_Beucher.pdf](https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/03/42- Article_Beucher.pdf);

<sup>31</sup> Philippe Decraene, « Indépendance et regroupements politiques en Afrique au Sud du Sahara », *Revue française de science politique*, 10<sup>ème</sup> année, n°4, 1960, p. 853 ;

<sup>32</sup> Le Conseil de l'Entente est créé en mai 1959 (Traité d'Abidjan). En 1966, ce cadre de concertation de nature essentiellement économique regroupe la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Niger et le Togo ;

francophones et ayant fait partie des ensembles français de l'Afrique occidentale française (AOF) et de l'Afrique équatoriale française (AEF). Ils se sont opposés à la RPC notamment dans la dynamique de la guerre froide où cet Etat qualifié de « rouge » s'oppose au bloc dont fait partie l'ancienne puissance coloniale. Cette opposition au vote de la résolution a été uniquement fondée sur une divergence idéologique entre les Etats<sup>33</sup>. L'opposition du Burkina Faso, selon Xavier Aurégan, s'explique par le facteur économique ayant joué un rôle primordial dans la prise de position des autorités burkinabè : « *au Burkina Faso, pour évincer Pékin et en plus d'accorder des pots-de-vin aux dirigeants, Taiwan a octroyé un chèque substantiel calculé à partir de la population de cet État ouest-africain enclavé, soit environ 50 millions de dollars* »<sup>34</sup>. Pourtant cette stratégie de la manne financière a semblé inefficace dans la mesure où le Burkina Faso s'est retrouvé en quelque sorte contraint de suivre le sens de l'histoire diplomatique internationale pour ne pas perdre le soutien de la RPC, la nouvelle grande puissance remplaçant Taïwan, tout comme le Ghana et le Bénin en 1972.

Stratégiquement, la Chine s'est rendue compte qu'elle a besoin du maximum de soutiens internationaux pour asseoir son hégémonie et contrecarrer celle des autres puissances occidentales. En dépit de l'opposition de quelques Etats, notamment francophones, elle accède à l'instance suprême de l'ONU et va se rapprocher un peu plus des Etats africains. Valérie Niquet explique que la politique africaine de la RPC s'inscrit dans « *un cadre large d'une stratégie de contournement ou d'affaiblissement des puissances occidentales ou assimilées, et principalement des Etats-Unis* »<sup>35</sup>. Autrement dit, l'approche diplomatique chinoise est articulée autour d'une vision binaire : d'une part, sceller une amitié solide avec le plus grand nombre de pays africains pour asseoir son aura internationale ; et, d'autre part, combattre les hégémonies américaine et soviétique<sup>36</sup>.

L'établissement des liens diplomatiques entre le Burkina Faso et la RPC, s'il relève de l'évidence diplomatique à l'époque, a constitué une occasion pour le pays de bénéficier de certaines retombées de la ruée de la RPC en Afrique dans ce contexte d'affrontements entre les puissances. L'obtention du siège permanent onusien quelques mois seulement après, la Chine populaire entreprend les démarches pour une reconnaissance avec Ouagadougou. C'est ainsi que du 15 septembre 1973 au 4 février 1994, le Burkina Faso est resté lié à Pékin. Les rapports de coopération relativement modestes en termes de projets comme en valeur sont maintenus malgré tout. Des projets ont tout de même été réalisés, notamment sur le plan agricole avec l'aménagement des vallées du Kou, de Banfora, du Sourou ou de la plaine de Banzon. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau, la Chine réalise l'adduction d'eau pour les villes de Koudougou et Ouagadougou. Des études ferroviaires sont également entreprises concernant la faisabilité de lignes de chemin de fer vers Tambao dans le Nord du Burkina Faso ou Lomé (Togo). Ces projets de coopération sont ancrés dans l'accord économique et technique du 17 octobre 1973. Faisant l'objet d'un prêt de 15 années (1988), ils peuvent être remboursés « par des

---

<sup>33</sup> Xavier Aurégan Xavier, « Temps et non-temps de la Chine en Afrique », *Géoéconomie*, 2016/4 (N° 81), p. 177-195. DOI : 10.3917/geoec.081.0177. URL : <https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2016-4-page-177.htm> consulté le 19 septembre 2020 ;

<sup>34</sup> Xavier Aurégan, « Le Burkina Faso et les « deux Chines » », *Outre-Terre*, 2011/4, n° 30, p. 381-390. DOI : 10.3917/oute.030.0381 consulté le 20 septembre 2020 ;

<sup>35</sup> [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/0805\\_LastrategieafricainedelaChinedeValerieNiquet.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/0805_LastrategieafricainedelaChinedeValerieNiquet.pdf) consulté le 4 octobre 2020 ;

<sup>36</sup> Mamoudou Gazibo et Olivier Mbatia, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », *Études internationales*, 41 (4), 2010, 521-546. <https://doi.org/10.7202/045561ar>; consulté le 12 juillet 2020 ;

marchandises voltaïques diverses ». Durant les 21 années de la coopération, 19 millions d'euros sont investis dans 36 projets, eux-mêmes encadrés par trois accords : celui de 1973 (100 millions de yuan ou 150 millions de dollars), celui de 1984 (35 millions de yuan ou 98 millions de dollars) et finalement de 1989 (50 millions de yuan ou 236 millions de dollars)<sup>37</sup>. Au-delà de l'aspect économique, le virage révolutionnaire des différents régimes politiques burkinabè débuté en 1982 et confirmé en 1983 a été un facteur déterminant dans la poursuite des relations avec Pékin. En effet, l'accession au pouvoir de militaires marxisants relevant de la troisième génération<sup>38</sup> fut une aubaine pour la poursuite par le Burkina Faso de l'aventure avec Pékin afin de bénéficier de ses divers soutiens. Soutenir donc la RPC dans ce contexte paraissait comme une stratégie rentable sur le plan diplomatique et de la coopération au développement. Il s'agissait en réalité d'un choix géopolitique et économique essentiel pour le Burkina Faso au regard de la place de la RPC dans le système politique et économique international. Ce rapprochement avec la RPC n'a cependant pas empêché une première volte-face diplomatique en 1994 avec l'annonce par les autorités burkinabè de la rupture des liens avec la RPC (**B**). S'ouvre alors une nouvelle ère diplomatique avec Taïwan.

### ***B. L'éclatante rupture des liens diplomatiques***

Les raisons de cette rupture diplomatique avec la RPC ressortent des griefs des autorités burkinabè à l'encontre de leurs homologues chinois. Il en est ainsi du viol du courrier diplomatique, des hausses jugées anarchiques des salaires des employés chinois ainsi que des loyers de bâtiments occupés par l'ambassade, l'opacité des termes des accords passés favorisant des interprétations abusives par la partie chinoise à son seul profit, les humiliations à peine voilées qui s'appliquent sans discernement aux missions diplomatiques des pays faibles, la pure provocation, les locaux truffés de microphones, et la mauvaise volonté manifeste<sup>39</sup>. Dans le bilan des liens d'amitié et de coopération du 13 avril 1983<sup>40</sup>, l'analyse burkinabè relative aux engagements et financements chinois est pour le moins incisive : les apports publics sont constitués de dons et subventions généralement sinon toujours liés, ils s'accompagnent de publicité tapageuse. Bien qu'engendrant des obligations financières peu contraignantes (taux d'intérêts très bas), ils portent le plus souvent atteinte à la souveraineté. En outre, il est même mentionné le caractère désuet et douteux de la technologie chinoise de forage des puits dans la région de Koudougou. Un proverbe africain nous enseigne que lorsqu'on veut tuer son chien on l'accuse d'être enragé. Comment avoir accepté durant toutes ces années toutes ces humiliations sur le plan diplomatique ? Le revirement diplomatique à l'époque ne représente pas une priorité pour le pays en proie à une chronique d'instabilité politique, une succession de leaders et de régimes encore plus préoccupés à conserver leur marge de pouvoir. C'est avec le retour à une vie constitutionnelle normale que la question de l'évaluation de cette relation bilatérale s'est donc posée avec un choix rapide pour l'option de Taïwan.

Comme souligné un peu plus haut, les relations entre le Burkina Faso et Taïwan remontent à la première république. Maurice Yaméogo en tant que premier président établit dès le 14 décembre 1961, une relation diplomatique entre la Haute Volta et la République de

---

<sup>37</sup> <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/04/Asia-Focus-27-Taiwan-en-Afrique-avril-2017.pdf>, consulté le 14 novembre 2020 ;

<sup>38</sup> Jean Pierre Pabanel, *Les coups d'État militaires en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1984, p. 20.

<sup>39</sup> Rapport d'activité de l'ambassade du Burkina Faso aux mois de septembre et d'octobre 1991 ;

<sup>40</sup> Xavier Aurégan, « Le Burkina Faso et les « deux Chines » », op. cit., p. 386 ;

Chine. L'environnement politique à l'époque semble favorable à ce rapprochement diplomatique. Les deux Etats ont des similitudes assez marquées quant à leur statut de territoire sous domination que leur évolution parmi les pays du Tiers monde. Cela a été un facteur de rapprochement même si les objectifs des deux Etats demeurent à l'époque différents. D'un côté, Taïwan recherche une assise internationale et utilise sa force et les opportunités qui lui sont offertes pour rechercher des relations diplomatiques, notamment avec les Etats du Tiers Monde pour s'assurer autant de voix possibles, susceptibles de dire non à l'entrée de la Chine communiste dans les instances de l'O.N.U.

De l'autre côté, pour la Haute Volta, la relation avec Taïwan constitue une option diplomatique nouvelle aussi rentable que celle entretenue jusqu'alors avec l'ancienne puissance coloniale et le système français en Afrique. Sur le plan économique, le pays bénéficie d'un important investissement économique massif, un savoir-faire agricole provenant de la connaissance élevée taïwanaise dans ce domaine. Les éléments de rapprochement et d'établissement de relations diplomatiques entre la Haute Volta et la République de Chine sont définitivement scellés le 14 décembre 1961.

Après 21 années de divorce diplomatique, les deux Etats décident à nouveau de se réunir le 02 février 1994 par l'annonce d'une nouvelle relation diplomatique entre les deux entités étatiques. Pour Xavier Aurégan, « *si les conditions de la reconnaissance taïwanaise de 1964 sont inconnues [...], celle de 1994 intervient pour des raisons strictement économiques* »<sup>41</sup>. Le principal mobile de la rupture des relations avec la Chine continentale est donc économique, dans la mesure où en 1994 Ouagadougou avait besoin d'argent. C'est pourquoi Xavier affirme que : « *au début de l'année 1994, le Burkina est confronté à de profondes difficultés budgétaires. Le plan d'ajustement structurel imposé depuis mars 1991 et la dévaluation du franc CFA contraignent Ouagadougou à rechercher des financements étrangers, de préférence non occidentaux. Les impacts probables de la dépréciation monétaire et la situation économique générale du pays incitent le chef d'État burkinabè à choisir le seul partenaire capable de financer rapidement et sans condition – hormis sa reconnaissance – ses futurs "engagements nationaux" : Taïwan* »<sup>42</sup>. Les mesures d'ajustement structurel appliquées aux Etats africains visent à corriger des situations de crises multisectorielles. En effet, dans le contexte d'endettement, de déséquilibres financiers et de stagnation ou de régression économique qu'ils connaissent, durant la décennie 80, la majorité des Etats d'Afrique ont mis en œuvre, sous l'impulsion notamment des institutions de Bretton Woods, des politiques de stabilisation et d'ajustement<sup>43</sup>. Comme tous les pays africains en proie au sous-développement économique et social, le Burkina Faso, sous la houlette du Front populaire<sup>44</sup>, s'engage vers le libéralisme économique à la suite de la libéralisation politique. Cette ouverture économique est symbolisée par la signature du Programme d'ajustement structurel (PAS).

Autre variable à prendre en compte dans le rétablissement des liens avec Taïwan est constituée par la politique d'outrance corruption déployée par les autorités taïwanaises en

---

<sup>41</sup> <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/04/Asia-Focus-27-Taiwan-en-Afrique-avril-2017.pdf>; consulté le 14 novembre 2020 ;

<sup>42</sup> Xavier Aurégan, « Le Burkina Faso et les « deux Chines » », op.cit., p. 386 ;

<sup>43</sup> Voir Hugon Philippe, « Les effets des politiques d'ajustement sur les structures politiques africaines », in Gérard CONAC, *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, Paris, Economica, 1993, pp. 89-108 ;

<sup>44</sup> Le Front populaire dirigé par le Capitaine Blaise Compaoré est le régime qui a succédé au Conseil national de la révolution (1983-1987) du Capitaine Thomas Sankara assassiné le 15 octobre 1987.

Afrique pour assurer une sorte d'hégémonie sur le continent et dans les relations interétatiques. Il faut rappeler que cette rupture diplomatique s'effectue sous « L'ère Compaoré »<sup>45</sup> qui a pris le pouvoir en 1987 à la suite du coup d'Etat contre le président Thomas Sankara. Pour Xavier, « l'éviction de Pékin est due à plusieurs cadeaux offerts par le gouvernement de la République de Chine »<sup>46</sup> au gouvernement sous la responsabilité du Blaise Compaoré.

D'abord, sur le plan économique pour le Burkina Faso, le rapprochement vers Taïwan s'explique comme la tentative de recherche d'une voie originale de relations diplomatiques capable d'améliorer la situation économique du pays et changer son modèle de développement à l'image de son nouvel allié diplomatique. En effet, les différentes républiques et les régimes non constitutionnels qui se sont succédé ont pratiquement échoué dans cette entreprise à l'exception notable de la Révolution démocratique et populaire du Capitaine Thomas Sankara. Cette révolution des masses populaires s'est fixée pour ambition un développement endogène, autocentré susceptible de favoriser le développement économique et social du pays<sup>47</sup>. La résorption de la crise socioéconomique commande un nouvel essai dans le champ de la coopération bilatérale afin de pallier les nombreux manquements. Et Taïwan se présente alors en tous points de vue comme un modèle de réussite, passant du statut d'Etat sous développé à celui d'Etat riche. Le Burkina Faso veut s'inspirer de ce modèle de développement.

Sur le plan politique, il s'agit d'établir un partenariat gagnant-gagnant. Pour Taïwan, la reconnaissance de Ouagadougou est un soutien inestimable à saisir dans la mesure où le nombre de soutiens étatiques constitue un poids politique et diplomatiques important au sein des instances internationales telles que l'ONU en vue de la reconnaissance internationale. De l'autre côté, l'île peut accompagner le Burkina Faso à « émerger » tout en s'assurant de sa reconnaissance internationale et de son appui dans les plus hautes instances de la communauté internationale. D'ailleurs, à la faveur de la fin de la guerre froide, le revirement idéologique entamé par le Burkina Faso qui s'inscrit dorénavant dans la logique capitaliste et dans la démocratie libérale, même si elle reste formelle et instrumentale, milite en faveur de la rupture avec Pékin.

En d'autres termes, l'option diplomatique taïwanaise pour le Burkina Faso en 1994 après la dévaluation du franc CFA<sup>48</sup> et de la stratégie de légitimation du régime de Blaise Compaoré<sup>49</sup>, est économiquement rentable et politiquement stratégique. Avec Taïwan, le soutien financier se fait en général sous forme de dons. Pour un Etat pauvre, cette forme de financement constitue une aubaine à saisir. Ensuite, soutenir l'île de Formose paraît politiquement bénéfique pour l'image du président Blaise Compaoré dont l'accession au

---

<sup>45</sup> Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Vincent Ouattara, *L'ère Compaoré : Crimes, politique et gestion du pouvoir*, Paris, Editions Klanba, Collections Essai, 2006 ;

<sup>46</sup> <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/04/Asia-Focus-27-Taiwan-en-Afrique-avril-2017.pdf>, consulté le 14 novembre 2020 ;

<sup>47</sup> Pierre Englebert, *La révolution burkinabè*, Paris, L'Harmattan, Collection Points de vue, 1987 ;

<sup>48</sup>

[https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwiMtYfLvK\\_tAhUC3BoKHRsaBJoQFjAAegQIBBAC&url=https%3A%2F%2Fwww.erdit.org%2Ffr%2Frevues%2Fae%2F1998-v74-n3-ae2755%2F602274ar.pdf&usq=AOvVaw2ZlylHIHum46OhoncFMwfb](https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwiMtYfLvK_tAhUC3BoKHRsaBJoQFjAAegQIBBAC&url=https%3A%2F%2Fwww.erdit.org%2Ffr%2Frevues%2Fae%2F1998-v74-n3-ae2755%2F602274ar.pdf&usq=AOvVaw2ZlylHIHum46OhoncFMwfb), consulté le 8 novembre 2020 ;

<sup>49</sup> Blaise Compaoré a accédé au pouvoir à l'issue d'un coup d'Etat contre Thomas Sankara. Le passage à un régime constitutionnel taillé à sa mesure et boycotté par une partie de l'opposition politique constitue un enjeu pour l'acceptation de son pouvoir au début des années 1990 ;

pouvoir est entachée d'un bain de sang fratricide. Reconverti en facilitateur<sup>50</sup>, le soutien de Taïwan serait porteur pour redorer son image internationale surtout que les Etats-Unis constituent le principal allié de l'île.

Ce rapprochement avec Taïwan connaît 24 années plus tard un nouveau rebondissement par une nouvelle rupture diplomatique (**II**).

## **II. Les déterminants de la rupture avec la chine Taïwan**

Les déterminants de cette énième rupture diplomatique avec Taïwan sonnent comme un désaveu pour une promesse diplomatique annoncée à grands renforts médiatiques en 1994. Le Burkina Faso a certes profité de cette période en ce que « *défendant les valeurs démocratiques véhiculées par Taiwan et se jouant par-là du monde occidental et de ses organisations, le gouvernement burkinabè récupère et développe sa niche diplomatique* »<sup>51</sup>. Cependant, cette relation diplomatique et politico-économique singulière a des limites représentées par les griefs à l'encontre de la diplomatie taïwanaise : « *À l'ambassade, au cœur de la capitale africaine, certains responsables burkinabè (employés à la représentation) critiquent l'opacité des débats, des termes de la coopération et des décisions, les bakchichs, les échanges limités et l'esprit de mendicité, lesquels créent une relation de dépendance vis-à-vis de l'île* »<sup>52</sup>. C'est le lieu d'examiner les facteurs déterminants de ce divorce diplomatique aux niveaux internes et externes à travers l'insuffisance des dividendes pour les autorités burkinabè (**A**) et l'isolement international de Taïwan comme conséquence de l'offensive diplomatique de la RPC (**B**).

### **A. L'insuffisance des dividendes**

Les contraintes économiques qui obstruent le processus de développement de nombreux Etats africains, la recherche de modèle de croissance endogène comme exemple d'inspiration s'impose à ces Etats fragiles. Il est nécessaire de se rapprocher des Etats ayant réussi le pari du développement à l'image de Taïwan considéré comme une puissance économique dont les chiffres clés du développement sont proches des standards internationaux. De « *façon conséquente*<sup>53</sup> », le Burkina Faso a-t-il d'autre choix que de se tourner à un moment donné vers cet Etat ? Il est paradoxal de le constater venant des fossoyeurs de la Révolution démocratique et populaire (RDP) de Thomas Sankara. La philosophie qui a sous-tendu le succès économique de Taïwan, c'est « *se développer dans une situation très difficile* ». Et ce développement trouve son fondement dans trois aspects principaux : le développement de l'agriculture, la formation professionnelle et la gouvernance administrative<sup>54</sup>.

A l'analyse, sur le plan interne, il paraît difficile d'entrevoir une quelconque raison de déception diplomatique susceptible d'expliquer le changement de politique étrangère à l'égard de la République de Chine. Ce constat ressort du volume non négligeable des dividendes obtenus par le Burkina Faso, ou plus spécifiquement par le régime de Blaise

---

<sup>50</sup> Vincent Zakané, « L'expérience du Burkina Faso en matière de médiation », in Jean-Pierre Vettovaglia et autres, *Démocratie et élections dans l'espace francophone*, Bruxelles, Bruylant, 2010, p. 63 ;

<sup>51</sup> Aurégan Xavier, « Le Burkina Faso et les « deux Chines » », op. cit., p. 386 ;

<sup>52</sup> Ibid. ;

<sup>53</sup> Déclaration du gouvernement du Burkina Faso sur la Reprise des Relations Diplomatiques avec la République de Chine, Ouagadougou le 02 Février 1994 ;

<sup>54</sup> Paul Miki Roamba, « Taïwan vit une situation difficile sur la scène internationale », in *Le Pays*, Internet, <http://www.lepays.bf/spip.php?article499>, consulté le 30 novembre 2020 ;

Compaoré. Comme l'affirme Jean Pierre Cabestan « *Taiwan's ODA to Burkina Faso is far from being negligible: between 1994 and 2012, it amounted to \$348 million. According to the ROC Embassy in Ouagadougou, on average, Taiwan has provided between \$23 and \$24 million to this country every year. For 2014–2015, the joint commission budgeted \$42 million. This envelope includes both projects funding and gifts in kind (such as computers). Taiwan's ODA to Burkina Faso represents a significant proportion of Taiwan's total aid budget : Taipei gave Burkina Faso 7.5% of its ODA in 2014.*<sup>55</sup> Taiwan has clearly prioritised Burkina Faso »<sup>55</sup>. Pour lui, le Burkina Faso a eu un statut d'Etat privilégié par l'île de Taïwan. D'une part, depuis 1994, les relations entre Taïwan et le Burkina Faso sont un processus ascendant soutenu et stimulé politiquement par les deux gouvernements. Pour Taipei, le Burkina Faso est devenu une vitrine de son aide au développement en Afrique et dans tout le monde en développement, une réussite clé de sa diplomatie publique. En outre, Taïwan offre au Burkina Faso des facilités économiques jamais égalées. Autrement dit, l'aide de Taïwan au Burkina Faso est discrète, presque exclusivement bilatérale (par opposition à trilatérale ou multilatérale) et, plus important encore, très traditionnelle dans son approche du développement. Donc, la gestion de cette aide a pu naturellement se faire suivant des procédures traditionnelles ou même patrimonialistes<sup>56</sup>.

En plus, et en règle générale conformément à un principe de continuité diplomatique, Taïwan a repris en main et même amélioré le portefeuille des projets financés au Burkina Faso après la rupture de 1994 d'avec la République populaire de Chine. Ainsi, l'île de Formose a poursuivi le financement des « *projets abandonnés par Pékin – dont l'aménagement de 1 260 hectares dans la vallée du Kou –, Taipei investit notamment dans le renforcement de la formation professionnelle, la construction d'un centre hospitalier universitaire à Ouagadougou, les projets rizicoles Pluvial I et II (7 500 hectares), la construction d'un échangeur à l'Est de la capitale ; mais également dans un programme de 1 000 forages, dans 350 terrains de football départementaux, un abattoir frigorifique ou encore l'approvisionnement en eau potable de cinq villes* »<sup>57</sup>. Il s'agit de politiques sectorielles très vitales pour un Etat comme le Burkina Faso dont le niveau de développement est problématique. Les investissements et les actions de financement des politiques publiques de développement s'intensifient avec le retour vers Taïwan, contrairement aux échanges avec la RPC jugés faibles à l'époque. En effet, si les programmes taïwanais précédant la reconnaissance de la Chine continentale de 1973 sont limités au secteur agricole, ceux des années 1990 et 2000 couvrent un spectre autrement plus large, du secteur informel (fonds d'appui au secteur informel), à la condition féminine (fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes), jusqu'au tourisme sanitaire (centre de repos et de remise en forme de Bagré). La coopération touche ainsi l'ensemble

---

<sup>55</sup> Jean-Pierre Cabestan, *Burkina Faso: « Between Taiwan's active public diplomacy and China's business attractiveness », South African Journal of International Affairs*, 2017, DOI: 10.1080/10220461.2016.1271746. L'APD (Aide publique au développement) de Taïwan au Burkina Faso est loin d'être négligeable : entre 1994 et 2012, elle s'est élevée à 348 millions de dollars. Selon l'ambassade de Taïwan à Ouagadougou, l'île a fourni en moyenne entre 23 et 24 millions de dollars à ce pays chaque année. Pour 2014-2015, la commission mixte a budgétisé 42 millions de dollars. Cette enveloppe comprend à la fois le financement des projets et les dons en nature (tels que des ordinateurs). L'APD de Taïwan au Burkina Faso représente une part importante du budget total de l'aide de Taïwan : Taipei a donné au Burkina Faso 7,5% de son APD en 2014. Taïwan a clairement donné la priorité au Burkina Faso.

<sup>56</sup> Ibid. ;

<sup>57</sup> <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/04/Asia-Focus-27-Taiwan-en-Afrique-avril-2017.pdf>, consulté le 14 novembre 2020 ;

des domaines et secteurs : l'agriculture qui reste la porte d'entrée de Taïwan au Burkina et plus largement au Sud du Sahara, la santé, la culture, la défense, le bâtiment et les infrastructures, l'éducation et la recherche, le sport, l'environnement, jusqu'à l'administration de l'État. Cette aide tous azimuts est rendue possible par la politique et l'impulsion donnée par le président Lee Teng-hui, connu pour sa « *diplomatie du chéquier* ».

Mais très vite, l'instrument de la coopération taïwano-burkinabè prend un caractère politique par le financement du programme présidentiel. Ainsi, créés début juin 1994 quelques mois après la dévaluation de 50% du F CFA, les « Engagements nationaux » sont devenus au fil des ans un complément indispensable à l'action de l'exécutif burkinabè. Au total, plus de 100 milliards de FCFA ont été mobilisés en deux décennies pour le programme (78 milliards de FCFA pour la première décennie et plus de 50 milliards jusqu'en 2014). En 2014, il a été procédé à la commémoration des 20 ans des « Engagements nationaux ». Dans le rapport de synthèse remis au président du Faso, il est remarquable de constater le caractère volumineux des principales réalisations. En deux décennies, les axes de réalisation ont porté sur les secteurs de l'éducation, la santé, l'environnement, l'agriculture, la lutte contre le chômage des jeunes, le développement des activités rémunératrices des femmes et la promotion des droits humains.

Sur plan agricole, des dons de matériels agricoles notamment de tracteurs sont venus appuyer l'effort des paysans dans leur volonté de développement ainsi qu'une expertise humaine sous forme de formation adéquate dans la jonction des moyens humains et matériels.

Pour l'éducation, les projets réalisés avec la contribution de la République de Chine Taïwan pour plus de 2, 6 milliards de F CFA, sont : les écoles satellites, les centres d'éducation de base non formelle, une lampe pour l'Afrique. Au niveau de la santé, 68 formations sanitaires, dont 51 Centres de santé et de promotion sociale (CSPS), ont été réalisées, permettant l'amélioration de l'état sanitaire des populations pour un coût de 5,2 milliards de F CFA. Dans le domaine de l'environnement et de l'agriculture, le Secrétaire permanent a expliqué que « *l'exécution du programme d'appui au développement durable et du projet riz pluvial a permis au Burkina de s'engager avec plus d'optimisme dans la voie vers l'auto-suffisante alimentaire. La production de riz pluvial sur la période est estimée à 55 763 tonnes, soit 20% de la production nationale, avec une somme de 32,6 milliards pour les deux projets* »<sup>58</sup>.

Dans le cadre de la promotion du secteur informel, il faut noter la promotion des micro-crédits par la création de banques destinées à cet effet aux conditions d'emprunts aisés. Les engagements nationaux financés par Taïwan ont également permis la mise en place de fonds nationaux destinés à soutenir des acteurs de l'économie nationale. Les fonds nationaux comme le FASI (Fonds d'appui au secteur informel)<sup>59</sup>, le FAPE (Fonds d'appui à la promotion de l'emploi) et le FAARF (Fonds d'appui aux activités rémunératrices des

---

<sup>58</sup> <https://lepays.bf/20-ans-engagements-nationaux-chef-letat-fait-bilan/>, consulté le 4 novembre 2020 ;

<sup>59</sup> Créé par décret n° 98-053/PRES/PM/METSS du 24 Février 1998, ce programme d'aide à l'emploi, mis en place et géré par l'administration du travail, sert à financer des projets artisanaux par des prêts remboursables d'un faible montant. Les gestionnaires du Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) accompagnent les entrepreneurs et leur ouvrent ainsi l'accès au système bancaire classique qui, normalement, ne se soucie pas de financer ce type d'opérations ; cette action a permis de structurer et de sortir de l'informel ses bénéficiaires. La structure de ce Fonds a été rendue autonome en 1998.

femmes)<sup>60</sup>, ont permis de donner des chances d'accès aux crédits à des milliers de Burkinabè, englobant un montant de 58 milliards de F CFA. Ce projet rencontre cependant des difficultés. Les difficultés rencontrées sont l'insuffisance des financements face à la forte demande, la rigidité de la procédure de passation des marchés, la faible mécanisation du processus de production du riz et le niveau très faible des fonds. Malgré ces difficultés, le président du Faso Blaise Compaoré a admis que les engagements nationaux ont engrangé des acquis certains comme « *le résultat de la forte mobilisation des populations, de la détermination des responsables administratifs et des chefs de projets ainsi que du soutien des partenaires au développement, particulièrement la République de Chine Taïwan* »<sup>61</sup>.

Dans le cadre du développement et de l'amélioration de la santé, Taïwan contribue énormément à l'équipement technique des centres hospitaliers déjà existants et, à leur construction notamment par le chantier réalisé de l'ex-Centre Hospitalier Universitaire Blaise Compaoré<sup>62</sup>, un des plus modernes de l'Afrique Subsaharienne, rebaptisé Centre Hospitalier Universitaire de Tengandogo<sup>63</sup>. La République de Chine et le Burkina Faso ont signé successivement deux conventions de coopération médicale, en 1998 et en 2003, en faveur du Burkina Faso, qui, à cet effet reçoit annuellement 400 millions de francs CFA au compte du ministère de la Santé. Il s'est agi de renforcer le plateau technique de l'hôpital de l'Amitié de Koudougou, d'améliorer la qualité des soins et de renforcer les capacités techniques et professionnelles du personnel médical spécialisé au profit des autres formations sanitaires<sup>64</sup>.

Concernant le volet des infrastructures sportives, cela s'est traduit de la part de Taïwan par la construction du Stade Omnisport de Bobo Dioulasso et du stade couvert de Ouagadougou où rivalisent les partis politiques pour les meetings, beaucoup plus que les sportifs bénéficiaires attirés de l'ouvrage.

La coopération avec Taïwan met en exergue une forme de fidélité dans les relations de coopération au développement voulue par Ouagadougou. Malgré la relativité des réalisations, il est loisible de constater une certaine continuité dans les financements et dons apportés au Burkina Faso. Les programmes présidentiels de Blaise Compaoré ont bénéficié de ces sources de financement plus fluides et manipulables à souhait. Toutes ces actions sous-tendues par des prêts financiers et des dons divers expriment l'engagement réel de Taïwan au Burkina et surtout les retombées économiques énormes pour le régime. Le Burkina Faso, à n'en pas douter, avait toutes les raisons de maintenir cette relation diplomatique intacte, sinon de la renforcer car la contrepartie n'est pas si compliquée :

---

<sup>60</sup> C'est ainsi que le Fonds d'appui aux activités génératrices des femmes a été créé par Kiti N° AN VIII-0034/FP/MF du 13 septembre 1990 puis transformé en Fonds National de Financement par décret n°2009-642/PRES/PM/MEF du 08/09/2009. Le Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF), banque exclusivement réservée aux femmes, qui fonctionne au Burkina Faso depuis 1990 Le FAARF, placé sous la tutelle du ministère des Finances burkinabé, bénéficie de l'assistance technique du PNUD.

<sup>61</sup> <https://lepays.bf/20-ans-engagements-nationaux-chef-letat-fait-bilan/>, consulté le 4 novembre 2020 ;

<sup>62</sup> L'hôpital Blaise Compaoré, fruit de la coopération entre le Burkina et la république de Chine Taïwan, a été inauguré hier, le 25 octobre 2010 ;

<sup>63</sup> Au Conseil des ministres du mercredi 1er août 2018, le gouvernement du Burkina Faso a décidé de rebaptiser l'hôpital national Blaise Compaoré en Centre hospitalier universitaire de Tengandogo ;

<sup>64</sup> Aimée Florentine Kaboré, « Burkina Faso-Taïwan : Plus de 177 millions de FCFA pour le secteur de la santé », *Sidwaya*, Internet, <http://www.lefaso.net/spip.php?article16466&rubrique62>, consulté le 5 novembre 2020 ;

soutenir politiquement Taïwan dans son intention de se positionner dans le concert des nations.

Ces dividendes économiques et sociales internes suffisent-ils à maintenir le Burkina Faso pendant longtemps dans ces relations diplomatiques dans un contexte international très fluide ? Les déterminants externes méritent une meilleure attention au regard du rôle grandissant de la RPC dans les relations internationales contemporaines (**B**).

### ***B. La conséquence de la politique d'isolement international de la Chine***

Pour François Bart, entre la Chine et l'Afrique, il s'agit d'une longue histoire et d'une nouvelle donne géographique<sup>65</sup>. La présence de la RPC en Afrique n'est pas contemporaine et elle a évolué au gré des ambitions géopolitiques du géant asiatique. Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia situent l'origine de la « *politique africaine de la Chine* »<sup>66</sup> dans les années 1950 où cette puissance cherche à étendre la liste de ses amis au niveau des Etats.

Durant ses premiers pas en Afrique, l'accent a été surtout mis sur le domaine politique en vue d'asseoir une forme d'influence au sein de la communauté des nations dominée par les puissances traditionnelles que sont la France, les Etats-Unis, la Russie, etc. La Chine est en Afrique pour atteindre des intérêts stratégiques. L'atteinte de ses objectifs stratégiques dépend en grande partie du potentiel de puissance de ce géant asiatique. Cette perspective s'inscrit dans le cadre de l'explication du comportement d'un Etat à travers sa politique étrangère développée par Hans Morgenthau<sup>67</sup>.

Dans cette dynamique d'expansion de sa puissance, la RPC met l'accent sur le domaine économique certes dans ses relations avec les Etats africains notamment, mais le combat politique continue tout de même. Sur le plan économique, elle a besoin d'approvisionner son territoire en matières premières pour soutenir et développer son industrie et sa croissance vertigineuse sur le plan commercial. Le contexte est sensiblement différent avec un rôle prépondérant et décisif de l'économie dans la dynamique mondiale actuelle et notamment dans les relations sino-africaines. Pour Chris Alden, Dan Large et Ricardo Soares De Oliveira, « *ce développement économique reconfigure radicalement les relations de la Chine avec le continent africain – et de manière plus générale avec le reste du monde* »<sup>68</sup>. Aujourd'hui, la Chine est même qualifiée de « *centrale électrique de l'économie mondiale*<sup>69</sup> » pour exprimer sa montée en puissance.

Cependant, il convient de garder à l'esprit que cette chevauchée économique vers l'Afrique est déterminée par des objectifs politiques. Chris Alden, Dan Large et Ricardo

---

<sup>65</sup> François Bart, « Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 253-254 | Janvier-Juin 2011, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 03 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/6243>; DOI : 10.4000/com.6243 ;

<sup>66</sup> Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », *Études internationales*, op. cit. p. 523 ;

<sup>67</sup> Hans Morgenthau, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1967, cité par Janice Stein, « L'analyse de la politique étrangère : à la recherche de groupes de variables dépendantes et indépendantes », *Études internationales*, op. cit., p. 371–394 ;

<sup>68</sup> Chris Alden, Dan Large et Ricardo Soares de Oliveira, « Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale », *Afrique contemporaine*, 2008/4, n° 228, p. 119 ;

<sup>69</sup> Bruno Philip, « La Chine se défend de toute visée 'néocoloniale' sur le continent africain », in <http://www.lemonde.fr/article.html> web consulté le 03 décembre 2020 ;

Soares De Oliveira nous rappellent que « *la diplomatie africaine de la Chine n'est pas seulement mobilisée pour appuyer les intérêts économiques chinois, elle répond aussi à des considérations d'ordre politique que l'on devine derrière la qualification de coopération gagnant-gagnant*<sup>70</sup> ». En clair, la Chine recherche toujours, par les relations économiques, un soutien politique auprès des Etats africains pour renforcer sa légitimité internationale. De ce fait, « *en maintenant des relations avec un nombre substantiel de pays amis, les dirigeants chinois s'efforcent de développer un réseau d'alliés et des majorités capables de leur apporter un soutien moral et politique au sein des organisations multilatérales internationales*<sup>71</sup> ». Ces relations sino-africaines sont également sous-tendues par une volonté manifeste de neutraliser ses ennemis. L'Afrique devient donc le théâtre d'une compétition stratégique engagée avec le Japon et Taïwan<sup>72</sup>. L'objectif politique recherché est l'isolement international de l'île de Formose. C'est en sens que Jean Pierre Cabestan écrit que : « *Nevertheless, the future of this close partnership depends less on Ouagadougou or Taipei than on Beijing and its intentions towards Ms Tsai. The recent deterioration of cross-Strait relations does not augur well for the longevity of their diplomatic truce. Burkina Faso, its most valuable ally in Africa, may very well become a prime target of China's ambitions to intensify its offensive against the Tsai Administration. The defection of Sao Tome and Principe in December 2016 has confirmed that this danger is real* »<sup>73</sup>.

L'isolement de Taïwan est au cœur de cette stratégie. Cette stratégie va prendre son envol dans les années 1990 par une confrontation diplomatique aiguë entre la République populaire de Chine et Taïwan. Tout cela est favorisé par « *un contexte de bouleversement international et l'arrivée au pouvoir à Taïwan de leaders pro-indépendantistes. Ces derniers ont entrepris de mobiliser leurs alliés (une dizaine en Afrique au début de la décennie) pour soutenir la campagne de réintégration de Taïwan aux Nations Unies et échapper à l'isolement diplomatique dans lequel Pékin cherche à reléguer l'île rebelle*<sup>74</sup> ». Pour sa défense et la contre-attaque, les autorités taïwanaises ont recours à la « diplomatie du chéquier » dans le but de maintenir et étendre une zone d'influence diplomatique. Cette stratégie eut un franc succès auprès de certains Etats africains, dont le Burkina Faso de Blaise Compaoré<sup>75</sup>. Cependant, il s'agit d'un processus en fin de phase dans la mesure où de nos jours les alliés taïwanais en Afrique sont pratiquement inexistants. Actuellement, en Afrique, seul l'Eswatini (ex-Swaziland), coincé entre le

<sup>70</sup> Chris Alden, Dan Large et Ricardo Soares de Oliveira, « Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale », *Afrique contemporaine*, op. cit., p. 123 ;

<sup>71</sup> Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », *Études internationales*, op. cit. p. 530 ;

<sup>72</sup> Chris Alden, Dan Large et Ricardo Soares de Oliveira, « Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale », *Afrique contemporaine*, op. cit., p. 124 ;

<sup>73</sup> Jean-Pierre Cabestan, *Burkina Faso*, « Between Taiwan's active publicdiplomacy and China's business attractiveness », *South African Journal of International Affairs*, 2017, DOI: 10.1080/10220461.2016.1271746 ; « Néanmoins, l'avenir de ce partenariat étroit dépend moins de Ouagadougou ou de Taipei que de Pékin et de ses intentions envers Mme Tsai. La récente détérioration des relations inter-détroit n'augure rien de bon pour la longévité de leur trêve diplomatique. Le Burkina Faso, son allié le plus précieux en Afrique, pourrait très bien devenir une cible de choix des ambitions de la Chine d'intensifier son offensive contre l'administration Tsai. La défection de Sao Tomé-et-Principe en décembre 2016 a confirmé que ce danger est réel » ;

<sup>74</sup> Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », *Études internationales*, op. cit. p. 540 ;

<sup>75</sup> Plusieurs pays africains rétablissent des relations avec la République de Chine : le Liberia en octobre 1989, le Lesotho en avril 1990, la Guinée-Bissau en mai 1990, la République centrafricaine en juillet 1991, le Niger en juin 1992, le Burkina Faso en février 1994, la Gambie en juillet 1995, le Sénégal en janvier 1996, Sao Tomé-et-Principe en mai 1997 et le Tchad en août 1997 ;

Mozambique et l'Afrique du Sud c'est-à-dire un Etat enclavé, entretient des relations diplomatiques avec la République de Chine, c'est-à-dire Taïwan.

En effet, la République populaire de Chine tient fermement au principe sacro-saint selon lequel elle est le seul et unique gouvernement légitime détenant le droit de représentation de la souveraineté de la nation de Chine. En clair, « *la Chine est une et unie* ». C'est ce principe qui constitue la clé politique fondamentale dans l'établissement et le développement des relations de la Chine avec tous les pays du monde ainsi que les organisations régionales et internationales, notamment les Etats africains. Pour cela, la RPC ne négocie nullement avec aucun Etat de la question de la présence de Taïwan en Afrique. Pour elle, Taïwan est une province chinoise située dans le bord sud-est de la Chine continentale et la plus grande île de la Chine.

Cette situation est le résultat des manœuvres de la RPC avec pour champ d'opérations le continent africain, haut lieu d'une bataille diplomatique entre Pékin et Taïpeh. Elle résulte plus précisément des fortes pressions chinoises en Afrique contre l'établissement de relations diplomatiques avec Taïwan. Depuis 1998, l'Afrique du Sud a rompu ses relations avec Taïpeh. Le nombre d'Etats soutenant Taïwan ne fait que se réduire. Cette marginalisation progressive de l'île a été tout de même facilitée par le poids économique de la RPC et l'important volume des échanges commerciaux avec les Etats africains. Une véritable stratégie politico-économique attractive et alléchante a été développée par les autorités de Pékin pour attirer le maximum d'Etats africains. Le Burkina Faso a certes ignoré cette évidence, mais n'a pu durablement le faire. C'est pourquoi, nous admettons que « *les enjeux de cette compétition restent évidemment d'ordre politique car les relations économiques de Taïwan avec l'Afrique demeurent marginales : facilitées par le Forum économique Afrique-Taïwan, elles ne représentent qu'une proportion relativement faible de son commerce extérieur* »<sup>76</sup>. Dans un tel contexte international, le Burkina Faso ne peut échapper longtemps à l'influence de la Chine continentale, surtout que dans les relations Burkina Faso-Taïwan, Xavier Aurégan y a décelé des paradoxes. Il fait le constat pertinent que « *la Chine populaire est devenue l'un des principaux fournisseurs du Burkina Faso et devance amplement Taïwan à cet égard. À l'instar des commerçants ivoiriens, sénégalais ou maliens, les Burkinabè tentent de s'approvisionner à Yiwu, Shanghai ou Canton. Céréales, produits chimiques, caoutchouc ou engins agricoles utilisés dans certaines rizières exploitées par des techniciens taiwanais sont importés à partir de la côte méridionale de Chine continentale. De fait, si les rapports politiques sont en faveur de Taipei, les échanges économiques privilégient, eux, Pékin* »<sup>77</sup>. Les rapports sur le plan économique sont largement en faveur de Pékin depuis ces dernières années malgré l'absence de relations officielles entre la RPC et le Burkina Faso. La plupart des produits d'exportations proviennent de la RPC. Ainsi, comme le note Xavier Aurégan « *les exportations représentent environ 44 % des échanges sino-burkinabè. Ces marchandises, embarquées à Shanghai ou Ningbo et transitant via Abidjan ou Lomé, sont pour leur majorité exportées par des spécialistes de l'import-export chinois* »<sup>78</sup>. A l'instar des tendances observables à l'échelle du continent africain, les échanges sino-burkinabè suivent un accroissement rapide depuis le début du siècle. Estimés à US 5'071'000 en 1995, puis à US 15'750'000 en 2000, ils sont multipliés par dix durant les cinq années suivantes, atteignant US 152'426'000 en 2005. En 2012, ils s'élèvent à US 365'293'000.

---

<sup>76</sup> Alden Chris, Large Dan, Soares de Oliveira Ricardo, « Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale », *Afrique contemporaine*, op. cit., p. 130 ;

<sup>77</sup> Xavier Aurégan, « Le Burkina Faso et les « deux Chines » », *Outre-Terre*, op. cit., p. 388 ;

<sup>78</sup> Ibid. ;

Au point de vue des importations, l'évolution semble s'effectuer par paliers. En 2000, la valeur des importations du Burkina en provenance de Chine passe ainsi de US 4'917'000 à \$US 15'742'000. Dès l'année suivante, elle se stabilise aux alentours de US 20'000'000 jusqu'en 2004, où elle atteint alors \$US 36'525'000. Là encore, la valeur des importations oscille entre \$US 30 et 40 millions jusqu'en 2007, où elle finit par s'élever à US 97'137'000. L'année suivante, elle atteint un seuil historique de \$US 157'054'000, avant de se stabiliser à nouveau entre \$US 80 et 100 millions. En bref, entre 1999 et 2012, les importations en provenance de Chine sont multipliées par 20<sup>79</sup>. L'intensification des relations économiques avec la Chine populaire témoigne de la fragilité des liens diplomatiques avec Taïwan. Les relations économiques transcendent celles diplomatiques, ce qui contraste avec la coopération avec Taïwan<sup>80</sup>.

Sur le plan administratif, les opérateurs économiques burkinabè rencontrent d'énormes difficultés à obtenir des visas pour la simple raison que le gouvernement burkinabè n'est pas reconnu par Beijing et inversement. L'absence d'ambassade reste donc un frein au développement des activités chinoises au Burkina Faso, mais demeure un moyen de pression pour Ouagadougou<sup>81</sup>.

Les autorités burkinabè n'ont ni les moyens ni la volonté depuis la chute de Blaise Compaoré de maintenir une relation diplomatique paradoxale, politiquement inféconde et économiquement mitigée. Ainsi, « *exigée par une partie de la société pour des raisons strictement économiques et commerciales, la reconnaissance de la Chine populaire n'est en définitive qu'une question de temps et d'acteurs. Les enjeux, dans un monde politique et économique de plus en plus tourné vers la Chine, sont trop importants pour que ce petit État sub-saharien s'entête encore longtemps dans un rôle sans avenir* »<sup>82</sup>. Au lendemain de l'insurrection et durant la transition, l'avenir des relations burkinabé-taïwanaises restait incertain. Sur le plan politique, le parti présidentiel ne constitue pas une force autonome puisqu'il a besoin du soutien d'une alliance pour avoir une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le MPP doit donc collaborer avec l'UNIR/PS d'obédience sankariste et plus enclin à la relation avec la République populaire de Chine pour des considérations idéologiques. Tous ses éléments ont permis au nouveau régime de prendre plus aisément la décision qui convient à sa vision de politique étrangère.

L'avenir se trouvant du côté de la RPC, le régime de Roch Marc Christian Kaboré a pris la décision en 2018 de procéder à un nouveau rapprochement vers la République populaire de Chine. Cette route menant de Taïwan à Pékin reste marquée par la persistance de la rationalité économique dans un contexte de changement politique (**III**).

### **III. De Taïwan à Pékin : de la persistance de la rationalité économique dans un contexte de changement politique**

Cette dimension permet d'évoquer l'approche explicative de la politique étrangère par le facteur de l'environnement qui influence la prise de décision au niveau d'un Etat. Les explications du comportement par l'environnement visent « *à montrer qu'une action en*

---

<sup>79</sup> Khan Mohammad, Guive, « The Chinese Presence in Burkina Faso : A Sino-African Cooperation from Below », in: *Journal of Current Chinese Affairs*, 43, 1, 2014, 71–101. URN: <http://nbn-resolving.org/urn/resolver.pl?urn:nbn:de:gbv:18-4-7249>, consulté le 31 octobre 2020;

<sup>80</sup> Ibid. ;

<sup>81</sup> Xavier Aurégan, « Le Burkina Faso et les « deux Chines » », *Outre-Terre*, op ; cit., p. 389 ;

<sup>82</sup> Ibid. ;

*politique étrangère est le produit des forces de l'environnement, dans leur acception la plus large*<sup>83</sup> ». A l'analyse des changements géopolitique et économique dans le monde et la sous-région africaine, n'est-il pas pertinent de penser que le rapprochement de Ouagadougou vers Pékin constitue une mesure pour sortir le pays de son isolement ? En cherchant à maintenir des relations paradoxales avec Taïwan, le Burkina Faso s'est mis en réalité en marge d'un processus mondial irréversible dans les relations internationales. La Chine continentale a établi un véritable réseau de relations diplomatiques caractérisées par des apports économiques aux Etats africains considérés comme des alliés. Partout où la RPC se retrouve, l'impact est visible en termes de projets structurants et d'échanges commerciaux. Le Burkina Faso, sur le plan interne a également besoin de contingences économique (A) dans un contexte international et géopolitique ouest-africain de plus en contraignant (B) pour la diplomatie burkinabè.

### *A. Les contingences économiques*

L'une des variables déterminantes dans l'analyse de la politique étrangère d'un Etat est l'approche économique qui influence le comportement des Etats. Pour le Burkina Faso, le rétablissement des liens diplomatiques entre les deux Etats produit ces premiers dividendes en deux années de coopération. Le ministère de l'économie et des finances du Burkina Faso, à travers la Direction générale de la coopération a produit un rapport faisant le point de la coopération entre le Burkina Faso et la République Populaire de Chine (2018-2020). Ce premier point constitue une forme d'évaluation de l'« *accord-cadre de coopération globale 2018-2020 entre le gouvernement du Burkina Faso et le gouvernement de la République Populaire de Chine* ». L'accord revient sur le rétablissement officiel des relations diplomatiques au niveau d'ambassadeur entre les deux pays le 26 mai 2018. Suite à cet événement, rien ne présage de la volte-face du président du Faso, M. Roch Marc Christian Kaboré. Sur invitation de son homologue chinois, M. Xi Jinping, il a effectué du 30 août au 5 septembre 2018 une visite d'Etat en Chine pour sceller les relations diplomatiques renouvelées. Le laps de temps entre les deux événements montre à quel point les deux ex-amis étaient pressés de renouer.

Plusieurs domaines de coopération ont été identifiés dans cet accord<sup>84</sup>. Au niveau de la coopération politique, les deux anciens nouveaux amis s'engagent à soutenir fermement les efforts de l'autre pour défendre son intégrité territoriale, sa souveraineté nationale, sa sécurité et ses intérêts du développement. C'est un domaine intéressant pour la partie burkinabè en proie depuis 2016 aux assauts des groupes terroristes dans le sahel. Dans cette perspective des échanges sont prévus entre les armées des deux pays. Dans les domaines économique et commercial, l'accord prévoit que conformément au consensus établi entre les deux parties, le Gouvernement chinois, immédiatement après le rétablissement des relations diplomatiques sino-burkinabé, envoie au Burkina Faso trois missions d'études pour la santé, pour les études générales et pour les études techniques et trois équipes d'experts composées de médecins, d'agronomes et de spécialistes en formation professionnelle, et accueille les étudiants burkinabè transférés de Taiwan. La RPC s'engage à appuyer activement les efforts du Gouvernement burkinabè visant à développer l'économie et à améliorer les conditions de vie des populations en tenant compte du plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 du

---

<sup>83</sup> Janice Stein, « L'analyse de la politique étrangère : à la recherche de groupes de variables dépendantes et indépendantes », *Études internationales*, op. cit. ;

<sup>84</sup> Voir Accord-cadre de coopération globale 2018-2020 entre le gouvernement du Burkina Faso et le gouvernement de la République Populaire de Chine, signé à Beijing le 31 août 2018 ;

Burkina Faso. Un dernier point non moins important est l'idée qu'en cas d'urgence, le gouvernement chinois apporte son soutien humanitaire en fonction de ses capacités à la demande du gouvernement burkinabè.

A l'heure d'un premier bilan, il apparaît que l'aide chinoise a été dédiée aux secteurs de l'agriculture, la santé, la formation professionnelle, l'éducation, la valorisation des ressources humaines, les infrastructures (routes, énergie, bâtiments, barrages etc.), l'aide humanitaire, la sécurité etc. Le montant global du don de cet accord est un milliard deux millions (1 200 000 000) de Yuan RMB, soit environ cent milliards (100 000 000 000) de Franc CFA. La République populaire de Chine a également apporté un appui spécifique de trente millions (30 000 000) de dollars US en faveur des engagements nationaux et du MENAPLN<sup>85</sup> pour la construction des écoles et des CSPPS. Les modalités de financement sont le don en nature, l'aide financière sans contrepartie, le prêt sans intérêt ou avec intérêt et le partenariat Public Privé. Sur le plan des échanges commerciaux, la partie chinoise a accordé le traitement de tarif douanier zéro à 97% des produits burkinabè. La République populaire de Chine a annulé la dette du Burkina Faso à hauteur de 123,74 millions de yuans RMB soit environ 10,540 milliards de F CFA. La Chine a octroyé une aide en espèces d'un montant total d'un million (1.000.000) de dollars U.S. pour acheter du matériel de premier secours (tentes, vêtements et vivres) afin d'atténuer la crise humanitaire née du conflit communautaire de Yirgou<sup>86</sup> et une aide alimentaire d'urgence de cinquante millions (50 000 000) de RMB soit environ 4,2 milliards de FCFA pour l'achat de riz. Aussi dans la lutte contre le Covid-19, la RPC a fait un don de matériel d'une valeur estimée à huit millions trois cent mille (8 300 000) Yuans RM soit sept cent cinq millions trois cent soixante-quinze mille cinq cents (705 375 500) Francs CFA. Aussi, douze (12) experts médecins chinois sont venus partager leur expérience dans la lutte contre le Covid-19 avec leurs homologues burkinabè. Les fondations Jack Ma et Alibaba ont fourni au Burkina Faso 20 000 kits de dépistage, 100 000 masques et 1 000 combinaisons médicales de protections pour la lutte contre le Coronavirus.

Enfin, le sur plan institutionnel, l'Assemblée Nationale a bénéficié d'un appui en matériels informatiques (100 tablettes et 150 ordinateurs portables). En effet, c'est le 10 novembre 2016, au cours d'une cérémonie, que le ministère burkinabè de l'économie numérique a remis au président de l'Assemblée nationale un lot de tablettes offertes par l'entreprise chinoise Huawei. La société a été chargée de la réalisation des travaux de construction de la fibre optique qui doit relier Ouagadougou à la frontière du Ghana. Cependant, il s'agit d'un don chinois qui a créé la polémique au Burkina Faso car il a été assimilé à une forme de corruption des élus contrairement à la loi anticorruption votée sous la transition interdisant de recevoir un cadeau dont la valeur dépasse 35 000 francs CFA, soit 53 euros. A titre illustratif, pour les responsables du Réseau national de lutte anticorruption (REN-LAC)<sup>87</sup>, il est inadmissible que les membres du gouvernement et des députés reçoivent

---

<sup>85</sup> Ministère de l'éducation nationale et de la promotion des langues nationales ;

<sup>86</sup> Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, une attaque armée au lieu à Yirgou, une bourgade située dans le Centre-nord du Burkina Faso. Ce conflit a opposé les communautés peules ciblées par des villageois Mossi, aidés par des membres de leur groupe d'autodéfense, les Koglweogo. Il s'agit de la plus grave violence intercommunautaire jamais enregistrée au Burkina, selon des spécialistes. Le gouvernement avait alors annoncé un bilan de 49 morts. Ce chiffre aujourd'hui est contesté par le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés. <https://www.voaafrique.com/a/au-moins-210-morts-lors-du-massacre-du-1er-janvier-selon-un-collectif/4771648.html>, consulté le 03 décembre 2020.

<sup>87</sup> Au lendemain d'une conférence internationale sur les droits humains en 1997 à Ouagadougou, à l'initiative de l'Union Inter africaine des Droits de l'Homme (UIDH), une vingtaine d'organisations de la société civile burkinabè a créé le Réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC). Il se veut une

des cadeaux d'une entreprise qui n'a pas fini l'exécution d'un marché obtenu il y a juste quelques mois. « *Cette attitude aussi bien du gouvernement que de l'Assemblée nationale est en parfaite contradiction avec l'esprit de la loi anticorruption. Qu'un gouvernement accepte un cadeau d'une entreprise qui a obtenu un marché au Burkina Faso d'un montant qui avoisine les 5 milliards, ça nous pose un problème*<sup>88</sup> », a déclaré Harouna Sinon, gestionnaire des programmes au REN-LAC.

Ces actions des entreprises chinoises ont été complétées par les soupçons de collusion politico-économique entre le MPP<sup>89</sup>, parti au pouvoir au Burkina Faso et le parti-Etat, PCC<sup>90</sup> en République populaire de Chine. En effet, au terme de la visite d'une délégation du MPP en RPC, le PCC a pris l'engagement d'accompagner le MPP dans son organisation et son animation<sup>91</sup>. Cet accompagnement a abouti au financement de la construction de l'école de cadres politiques du MPP comme en témoigne les propos du directeur général dudit Centre, M. Emile PARE : « *depuis un an, le Parti communiste chinois a fait un investissement à hauteur de près de 300 millions de francs CFA qui nous permet aujourd'hui d'avoir un Centre qui fonctionne de façon permanente*<sup>92</sup> ». L'Opposition politique n'a pas manqué de fustiger et de condamner « *cette patrimonialisation des liens diplomatiques entre le Burkina et la Chine populaire*<sup>93</sup> ». Ce soutien à un parti politique, peu importe son positionnement dans le système de partis politiques peut être analysé comme une forme d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, notamment dans le domaine de l'activité partisane. Certainement que la partie chinoise aurait fait une confusion de nature du régime politique burkinabè en considérant le MPP comme un parti-Etat à l'image du PCC. C'est pourquoi l'opposition a déclaré : « *Nous tenons à souligner avec vigueur que ce sont nos deux peuples qui entretiennent des relations diplomatiques, et que ces relations doivent profiter à ces peuples. L'Opposition politique exhorte la Chine populaire à orienter ses soutiens au bien-être des Burkinabè et au développement du Burkina tout entier, au lieu de soutenir un parti politique en fin de vie*<sup>94</sup> ».

En réalité, les retombées politico-économiques du réchauffement diplomatique entre le Burkina Faso et la Chine tardent à se concrétiser. En dehors de la question de la construction de l'hôpital de référence de Bobo-Dioulasso, la capitale économique du pays. Paradoxalement, la Chine populaire se retrouve en dernière position des partenaires bilatéraux du Burkina Faso. En effet, la contribution des partenaires à l'APD<sup>95</sup> se chiffre en 2019 à 473,09 millions de dollars US. La contribution de la Banque de Chine s'élève à 16,35 millions de dollars US. En 2018, les partenaires bilatéraux ont contribué à l'APD à hauteur de 427,09 millions de dollars US contre 424,86 millions de dollars US en 2017. En 2017, la contribution de la Chine-Taïwan s'élève à 20,48 millions de dollars US. Pour l'année 2018, aucune trace de contribution de la Chine populaire malgré la reprise des

---

contribution de la société civile à la lutte anti-corruption au Burkina Faso ; [www.renlac.com](http://www.renlac.com); consulté le 8 octobre 2020.

<sup>88</sup> <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20161115-burkina-faso-tablettes-numeriques-offertes-deputes-polemique-huawei>; consulté le 11 octobre 2020 ;

<sup>89</sup> Mouvement du peuple pour le progrès, parti au pouvoir ;

<sup>90</sup> Parti communiste chinois ;

<sup>91</sup> <https://mpp.bf/fr/visite-du-mpp-au-parti-communiste-chinois/laune/>; consulté le 11 octobre 2020 ;

<sup>92</sup> <https://netafrique.net/300-millions-de-francs-cfa-dinvestissements-du-parti-communiste-chinois-pour-le-mpp-lopposition-denonce-cette-patrimonialisation-des-relations-diplomatiques-entre-le-burkina-faso-et-la-chi/>; consulté le 17 octobre 2020 ;

<sup>93</sup> Ibid ;

<sup>94</sup> Ibid. ;

<sup>95</sup> Aide publique au développement ;

relations diplomatiques<sup>96</sup>. C'est pourquoi Jean-Pierre Cabestan, auteur d'une étude sur le sujet dans le Journal sud-africain des relations internationales, explique que « *depuis 1994, l'assistance taïwanaise a toujours été très généreuse envers le Burkina Faso, faisant de ce pays une fenêtre, si ce n'est un modèle, de l'engagement de Taipei en faveur des pays pauvres*<sup>97</sup> ». Dans le tableau faisant le bilan de la coopération entre les deux Etats après deux ans, il ressort que la plupart des requêtes de financement des projets restent en attente, en dehors de la remise des matériels de lutte contre le Covid-19 au Ministère des affaires étrangères. Ceci montre que les dividendes économiques et sociales attendent d'être perçus par les populations burkinabè.

Le facteur déterminant de la reprise des relations diplomatiques entre le Burkina Faso et la RPC n'est pas décisif vu sous l'angle économique. Peut-être qu'il serait plus décisif d'entrevoir ce mobile dans l'influence de la République populaire de Chine dans la géopolitique internationale et sous-régionale actuelle (**B**).

### ***B. L'influence de la géopolitique sous-régionale et internationale***

Le revirement de politique étrangère du Burkina Faso à l'égard de la Chine trouve une tentative de compréhension dans les approches psychologiques notamment par le rappel du concept de l'image en politique étrangère. L'image que se font les nouvelles autorités des rapports entre les deux pays peut être déterminante. Selon Stein Janice, l'image en politique étrangère fait référence à trois éléments. L'élément normatif comporte l'orientation des objectifs définis par les autorités en rapport avec les informations intériorisées les années antérieures et l'évaluation des décisions de l'Etat par le chef de l'exécutif notamment. La dimension cognitive est à prendre avec assez d'intérêt dans la mesure où elle se réfère aux problèmes d'informations et de pertinence dans le choix de politique étrangère d'un Etat. Ces éléments peuvent déterminer en dernier ressort la variable action où le dirigeant décide d'agir ou de ne pas agir.

La diplomatie burkinabè semble avoir plié l'échine face au poids de la Chine continentale dans les relations internationales contemporaines, notamment dans la continuité de la période des « *vingt glorieuses de la Chine en Afrique*<sup>98</sup> ». Cette période, qui est la résultante d'un nouvel intéressement de la Chine envers le continent africain, s'explique par deux cadres analytiques : « *Le premier est lié à l'ensemble des réformes qui touchent les entreprises et leurs statuts juridiques. Le second est dû aux réformes institutionnelles et stratégiques. Elles ont permis le développement du secteur financier avec la création d'instruments permettant d'accroître considérablement l'aide octroyée à l'outremer et à l'Afrique spécifiquement*<sup>99</sup> ». Dans le premier cas, la Chine a procédé à une restructuration de sa vision économique en opérant des transformations structurelles inhérentes à l'économie de marché, le modèle libéral et capitaliste occidental. En s'alignant aux réformes institutionnelles et stratégiques, les réformes économiques ont permis à la Chine de rentrer dans les bonnes grâces des institutions financières internationales notamment

---

<sup>96</sup> Voir Burkina Faso, Ministère de l'économie, des finances et du développement, *Coopération pour le développement : Les financements innovants comme alternative pour le financement du développement au Burkina Faso : réalités et perspectives*, 2017, 2018 et 2019 ;

<sup>97</sup> [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/28/pourquoi-le-burkina-faso-tourne-le-dos-a-taiwan\\_5305923\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/28/pourquoi-le-burkina-faso-tourne-le-dos-a-taiwan_5305923_3212.html); consulté le 2 août 2020 ;

<sup>98</sup> Xavier Aurégan Xavier, « Temps et non-temps de la Chine en Afrique », *Géoeconomie*, 2016/4 (N° 81), p. 177-195. DOI : 10.3917/geoc.081.0177. URL : <https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2016-4-page-177.htm>;

<sup>99</sup> Ibid. ;

le FMI<sup>100</sup> et la BM<sup>101</sup>, le GATT<sup>102</sup> et l'OMC<sup>103</sup>. Xavier conclut que « *ce corpus de réformes plurielles a ainsi engendré les "vingt glorieuses" de la Chine en Afrique et ses trois principales composantes : l'aide, les investissements et le commerce*<sup>104</sup> ».

Si, sur le plan économique, les relations sont entretenues de manière informelle entre les deux Etats, la situation sur le plan diplomatique et géopolitique est devenue plus complexe pour la partie burkinabè. Par exemple, le financement de la force conjointe du G5 Sahel<sup>105</sup> en riposte contre le terrorisme dans la sous-région pose débat avec la réserve de la Chine. Comme l'a affirmé le chef de la diplomatie, Alpha Barry, « *lors de la table ronde des partenaires pour le financement de la force conjointe du G5 Sahel [réunissant la Mauritanie, le Niger, le Mali, le Tchad et le Burkina Faso] le délégué chinois a été clair : pas de financement au G5 Sahel à cause du Burkina Faso. C'était une situation inconfortable pour nous et aussi pour nos voisins*<sup>106</sup> ». Cette forte pression de la Chine dans le cadre d'un partenariat sous régional a certainement déterminé la position des officiels de Ouagadougou pour éviter d'être épinglés comme le principal blocage au financement du G5 Sahel. C'est dans ce sens que Céline Yoda, l'ancien ambassadeur du Burkina Faso à Taïwan admet qu'elle « *sentait venir [cette décision] parce que les pays amis de Taïwan subissent depuis quelque temps une forte pression de la part de la Chine continentale*<sup>107</sup> ».

Ouagadougou est la seule capitale de l'Afrique de l'Ouest à ne pas entretenir des relations diplomatiques avec Pékin à cette époque. Cette situation a constitué une pression symbolique au regard des avantages accordés par la Chine à ses Etats voisins suivant son instrument de financement du développement des Etats partenaires. Un nouveau partenariat stratégique et économique a ainsi été établi et institutionnalisé à travers la création à Pékin, en octobre 2000, du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), qui confère à la présence de la Chine en Afrique une dimension continentale. Évidemment, tout cela participe de la volonté de la Chine de s'accouder sur sa nouvelle puissance pour faire marcher ses dividendes et accroître sa réputation et son rapprochement auprès des dirigeants africains conquis en général par le *soft power* chinois<sup>108</sup>. Défini par le géopolitologue américain Joseph Nye en 1990 comme « *l'habileté à séduire et à attirer* » (Nye, 1990), le concept de *soft power* met en perspective la notion de puissance dans un cadre non conventionnel<sup>109</sup>.

Le retour de Pékin en Afrique, à travers cet instrument économique, vise un objectif politique en vue de constituer sa zone d'influence et rivaliser avec les partenaires

---

<sup>100</sup> Fonds monétaire international ;

<sup>101</sup> Banque Mondiale ;

<sup>102</sup> Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

<sup>103</sup> Organisation mondiale du commerce ;

<sup>104</sup> Ibid. ;

<sup>105</sup> Le G5 Sahel, un cadre de coordination de la sécurité qui réunit les cinq pays du Sahel, a été mis sur pied en 2014 dans le but de répondre aux menaces transfrontalières croissantes ;

<sup>106</sup> [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/28/pourquoi-le-burkina-faso-tourne-le-dos-a-taiwan\\_5305923\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/28/pourquoi-le-burkina-faso-tourne-le-dos-a-taiwan_5305923_3212.html), consulté le 2 août 2020 ;

<sup>107</sup> Ibid. ;

<sup>108</sup> Barthélémy Courmont, « Le soft power chinois : entre stratégie d'influence et affirmation de puissance », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2012/1-2 (N° 43), p. 287-309. DOI : 10.4074/S0338059912001118. URL : <https://www.cairn.info/revue-revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2012-1-page-287.htm>; consulté le 6 décembre 2020

<sup>109</sup> <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/forces-et-faiblesses-du-soft-power-chinois>, consulté le 28 décembre 2020 ;

traditionnels des africains. Cette démarche est productive dans la mesure où la Chine ne fait pas de fixation sur un certain nombre de grands principes politiques et démocratiques souvent exigés par les puissances occidentales notamment le respect des droits de l'homme et l'alternance démocratique au pouvoir. Cette facilité accordée par la Chine dans ses relations bilatérales rencontre la faveur des dirigeants africains peu soucieux du respect des valeurs démocratiques. La stratégie de coopération de la RPC est basée sur le principe de la non-ingérence dans les affaires des Etats partenaires et le respect de la souveraineté de ceux-ci, de l'absence de conditionnalités de droits économiques et sociaux. Elle prône aussi, la communauté de destin et le principe de gain mutuel dans les relations de coopération. Me Abdoulaye Wade, l'ancien président sénégalais a bien apprécié cette stratégie de la RPC en affirmant que « *l'approche chinoise est tout simplement mieux adaptée à nos besoins que l'approche postcoloniale, lente et parfois condescendante, des investisseurs européens, des donateurs et des organisations non gouvernementales*<sup>110</sup> ». En définitive, c'est à travers le Forum sur la coopération sino-africaine considéré comme une plate-forme de consultation et de dialogue entre la Chine et les pays africains amis que l'Empire du milieu tente d'élargir son influence à l'image de la nébuleuse françafrique<sup>111</sup>.

Dans la sous-région, un bon nombre de pays bénéficient des dividendes de la coopération chinoise, notamment la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Sénégal, le Togo et le Mali, etc. Pour le cas de la Côte d'Ivoire, considérée comme l'un des pays excédentaires de l'espace UEMOA<sup>112</sup>, elle est devenue la destination de nombreux investisseurs internationaux en raison de son attractivité économique. Dans ce pays, la coopération avec la Chine remonte à 35 ans et se caractérise par quatre différents temps : 1983-1993 ; 1994-1999 ; 2000-2010 et 2011 à ce jour. La fourchette de 2000 à 2010 est considérée comme la période de forte relation sino-ivoirienne. Elle est marquée par la stabilisation, la pérennisation et l'augmentation des échanges dans tout domaine. Cinq faits ont marqué la présence chinoise en Côte d'Ivoire pendant cette période : le commerce, les investissements, la coopération, les visites officielles et les représentations induites par les discours. Entre 2000 et 2005, la Chine a multiplié par 25 l'importation des produits tels que le cacao, le café, les fibres textiles. L'importation des produits manufacturés (machines, matériels divers, produits chimiques, etc.) a cru de 170%. Cette brusque accélération des flux commerciaux (200 millions d'euros en 2005) se répercute sur l'augmentation des visites officielles et la coopération militaire<sup>113</sup>. Avec la Guinée Bissau, la Chine a construit le nouvel aéroport international. La CNOOC<sup>114</sup> exploite les réserves pétrolifères du pays au large du Sénégal. Avec, le Mali, la Chine a construit des infrastructures dont le troisième pont (Sotuba) de Bamako, plusieurs forages, des écoles dans les villages enclavés. Au

---

<sup>110</sup> Abdoulaye Wade, 2008, « Time for the West to Practise What It Preaches », *Financial Times*, cité par Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », *Études internationales*, op. cit. p. 540 ;

<sup>111</sup> François-Xavier Verschave, *La Françafrique : Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998 ; Jean-Pierre Cabestan, « La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 01 février 2016, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/20027> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.20027> ;

<sup>112</sup> Union économique et monétaire ouest africaine ;

<sup>113</sup> Xavier Aurégan, *Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire : la puissance chinoise à l'école ivoirienne et africaine, thèse en géographie et géopolitique*, Université Paris 8, sous la codirection de Alain Gascon et Alphonse Yapi-Diahou cité par Geoffroy Theodore Aliha. Partenariat Chine-Afrique francophone : enjeux pour les pays de l'UEMOA. Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux, Mar 2018, Montpellier, France. hal-01769079, 2014 ;

<sup>114</sup> China National Offshore Oil Corporation ;

Niger, la Chine a construit le plus grand hôpital de 500 lits pour un coût global de 45 milliards de F CFA, la construction d'une ligne électrique de 350 KV et un pont sur le fleuve Niger long de 3,7 Km. Au Sénégal, la Chine a réalisé plusieurs projets dont les plus importants sont : l'autoroute Ilaa-Touba, les forages multi-villages (181 systèmes d'approvisionnement en eau, 70 puits) pour 2 millions d'habitants. Au Togo, il faut noter les constructions du nouveau palais de la Présidence en 2006, du stade de Lomé en 2000, du centre hospitalier régional de Kara et plusieurs autres réalisations<sup>115</sup>. Autant de réalisations d'infrastructures socio-économiques à même de susciter l'envie du côté burkinabè.

---

<sup>115</sup> Geoffroy Theodore Aliha, « Partenariat Chine-Afrique francophone : enjeux pour les pays de l'UEMOA » *Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux*, Mars 2018, Montpellier, France. hal-01769079 ;

## Conclusion

L'analyse du changement de la politique étrangère d'un Etat, en l'occurrence celle du Burkina Faso dans ses relations avec les deux chins, a mis en valeur que les variables économiques et sécuritaires exercent une influence considérable dans la structuration des relations internationales de cet Etat. Il s'agit de phénomènes internes<sup>116</sup> et externes qui déterminent le positionnement de nombreux Etats africains dans leur politique étrangère avec la Chine populaire notamment.

La montée de la présence de la Chine en Afrique est une réalité indéniable dans l'analyse des relations internationales africaines. Cette puissance asiatique a développé une stratégie efficace qui a eu pour conséquence la marginalisation de Taïwan pratiquement dans toutes les sphères décisionnelles. Elle a notamment bouleversé les grands équilibres géopolitiques et économiques en s'imposant comme une alternative crédible dans la structuration du champ des relations internationales en général. En Afrique particulièrement, sa présence a bouleversé l'analyse de la politique étrangère de certains Etats qui sont restés partagés entre elle et Taïwan. Cependant, le réalisme dans la conduite décisionnelle de la politique étrangère semble avoir déterminé nombre d'Etats quant à leur positionnement entre les deux chins. Aujourd'hui, il est loisible de constater que la dimension économique a pris le dessus sur la dimension idéologique. Les rapports Chine-Afrique sont essentiellement économique par l'important volume des échanges entretenus avec certains Etats africains. Les autorités chinoises sont en général bien accueillies et même plébiscitées par les dirigeants africains. La Chine représente un allié politique, un partenaire économique plus efficace et un bailleur de fonds moins exigeant (relativement à la qualité et la nature du régime politique d'un Etat). Ce repositionnement de la Chine constitue également une opportunité et un mécanisme pour rompre le lien de dépendance à l'égard des puissances occidentales et d'entrevoir une nouvelle vision de développement économique et social. Le Burkina Faso notamment s'est ainsi retrouvé en face de la réalité et s'est vu pratiquement contraint de revoir sa position.

Ce revirement dans la politique étrangère du Burkina Faso paraît une évidence dans la mesure où : « *les enjeux, dans un monde politique et économique de plus en plus tourné vers la Chine, sont trop importants pour que ce petit État sub-saharien s'entête encore longtemps dans un rôle sans avenir*<sup>117</sup> ». Le changement de politique étrangère du Burkina Faso à l'égard de la Chine est présenté comme inéluctable car débordé à sa gauche par l'aile économique et commerciales et à sa droite par la réalité politique. Nous pouvons imaginer que la décision de retour vers la Chine populaire soit déterminée par le fait que la réalité des enjeux économiques a rattrapé les considérations politiques. Ce réalisme économique de la politique étrangère d'un Etat faible<sup>118</sup> comme le Burkina Faso se greffe également d'un réalisme sécuritaire dans un environnement sous-régional en proie au terrorisme.

---

<sup>116</sup> Sabourin, L. (1970). III - L'influence des facteurs internes sur la politique étrangère canadienne. *Études internationales*, 1 (2), 41–63. <https://doi.org/10.7202/700016ar> ;

<sup>117</sup> Xavier Aurégan, « Le Burkina Faso et les « deux Chins » », *Outre-Terre*, op. cit., p. 390 ;

<sup>118</sup>

[https://www.academia.edu/17506086/Le\\_r%C3%A9alisme\\_de\\_la\\_politique\\_%C3%A9trang%C3%A8re\\_des\\_petits\\_Etats\\_Africains?email\\_work\\_card=title](https://www.academia.edu/17506086/Le_r%C3%A9alisme_de_la_politique_%C3%A9trang%C3%A8re_des_petits_Etats_Africains?email_work_card=title);